

LA LETTRE ECO

N°169

5 Mars 2016

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°169

Le Coin des Épargnants

- Entre craintes et espoirs, il faut choisir !

Si vous étiez absent cette semaine...

- La France, toujours en indécatesse avec son industrie
- Chômage européen, la décrue se poursuit à une vitesse de sénateur
- Etats-Unis, l'adversité ne fait pas peur
- Grèce victime d'une guerre euro-FMI

Le Coin de la Conjoncture

- Les perdants du ralentissement du commerce international
- Le printemps cubain
- Le Parti Démocrate réussira-t-il la passe de 3 ?

Le Coin des Tendances

- La consommation reste un malin plaisir
- Que vaut Wikipédia ?

Le Coin du graphique

- Les échanges de biens en mode dépressif

La semaine économique et financière

LE COIN DES EPARGNANTS

Le tableau financier de la semaine

	Résultats Mars 2016	Evolution Sur la semaine	Résultats 31 décembre 2015
CAC 40	4 456,63	+3,29 %	4 637
Dow Jones	17 066,77	+2,20 %	17 423
Nasdaq	4 717,02	+2,76 %	5107
Daxx Allemand	9 824,17	+3,27 %	10 743
Footsie	6 199,43	+1,70 %	6 242
Euro Stoxx 50	3037,55	+3,69 %	3 100
Nikkei	17 014,78	+5,10 %	19 033
Taux de l'OAT France à 10 ans	0,582	+0,077	0,993 %
Taux du Bund allemand à 10 ans	0,238 %	+ 0,090	0,634 %
Taux du Trésor US à 10 ans	1,899	+ 0,138	2,269 %
Cours de l'euro / dollars	1,0997	+0,64 %	1,0854
Cours de l'once d'or en dollars	1269,50	+3,64 %	1061
Cours du baril de pétrole Brent en dollars	38,57	+8,92 %	37,570

Entre espoirs et craintes, il faut choisir

La place de Paris a conclu une troisième semaine de hausse. Tous les marchés occidentaux étaient, par ailleurs, bien orientés. Les bons résultats de l'emploi américain et la remontée des cours du pétrole expliquent ce regain d'optimisme.

Certains jugent néanmoins que la bonne tenue de l'emploi aux Etats-Unis pourrait inciter la FED à maintenir son programme de hausse de taux.

Par ailleurs, les marchés bénéficient des anticipations de nouvelles mesures de soutien en Chine, à la veille du congrès du Conseil national du Peuple ainsi que celles liées aux éventuelles décisions de la BCE.

Signes que le ralentissement économique annoncé n'est pas certain, les matières premières sont en hausse dont le cuivre qui a touché un plus haut de près de quatre mois à Londres, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord est repassé au-dessus des 38 dollars, oscillant autour d'un pic de près de trois mois. Les négociations entre producteurs pour réguler la production prévues pour le 20 mars contribuent à ce regain de forme.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE

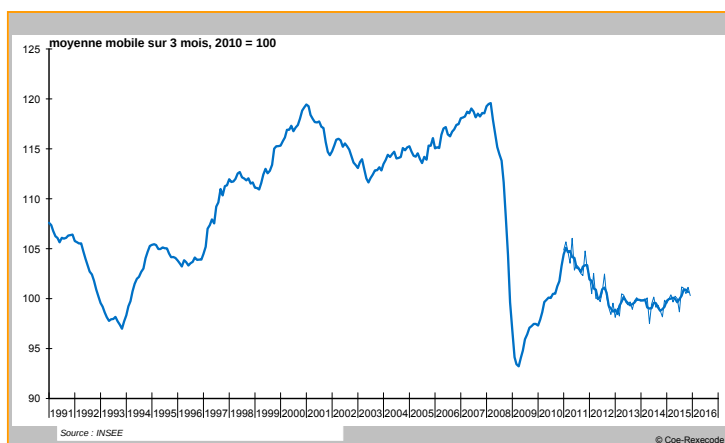
La France, toujours en indécatesse avec son industrie

La France est un pays de services qui a eu une industrie. Les services représentent désormais près de 80 % du PIB quand l'industrie pèse 12 %, le reste étant partagé par l'agriculture et la construction. La production manufacturière française reste en retrait par rapport à son niveau de 2008 (-15 %).

La France a perdu 2 millions d'emplois industriels en 30 ans. Ils sont passés de 28 à 12 % de l'emploi total. Tous les pays occidentaux ont connu des baisses comparables de leur emploi industriel. Ainsi, il a reculé de 15 points en Allemagne et aux États-Unis et de 16 points au Japon. L'emploi industriel ne représente que 10 % des emplois aux États-Unis et au Royaume-Uni, 17 % au Japon et 19 % en Italie. Ce poids demeure important en Allemagne (21 %).

Ce processus ne semble pas s'arrêter en France. 44 usines ont fermé en 2015. Ce nombre est néanmoins en baisse. Il était de 54 en 2014 et de 140 en 2013. Depuis 2009, 6 % des sites industriels de plus de 10 salariés ont fermé. En 2015, 8 900 emplois industriels ont été perdus contre 14 160 en 2014.

Évolution de l'indice de la production industrielle française



Malgré un contexte extrêmement favorable, l'industrie française n'a pas réussi à mettre un terme à son déclin. La chute des prix du pétrole, la dépréciation de l'euro et les faibles taux d'intérêt n'ont pas suffi. La baisse de l'investissement et la très forte dégradation des marges, enregistrées ces dernières années, ont pesé bien plus lourd. Si l'investissement dans le secteur industriel a augmenté en 2015, cette hausse est bien trop récente et trop faible, +2 %, pour mettre un terme au processus de désindustrialisation.

Chômage européen, la décrue se poursuit à une vitesse de sénateur

Dans la zone euro comme dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage a baissé de 0,1 point. Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en janvier au sein de la zone euro contre 10,4 % en décembre 2015. Au mois de janvier 2015, il était de 11,3 %. Cela est néanmoins le meilleur résultat enregistré depuis le mois d'août 2011.

Pour l'ensemble de l'Union, le taux de chômage est passé de 9,0 à 8,9 % du mois de décembre à celui de janvier. Il était de 9,8 % au mois de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible depuis mai 2009.

Parmi les États membres l'Allemagne fait office de premier de la classe avec un taux de chômage de 4,3 %. Elle est suivie de la République tchèque (4,5 %) puis de Malte et du Royaume-Uni. L'Espagne et la Grèce ont toujours les taux les plus élevés, respectivement 20,5 % et 24,6 %. En Espagne, le taux de chômage a baissé de près de 6 points depuis le point haut de septembre 2013. Pour la Grèce, la baisse est de 3,3 points par rapport à ce même mois de septembre 2013.

Avec un taux qui s'établit, au mois de janvier, à 10,2 % la France fait légèrement mieux que la moyenne de la zone euro. Par rapport au mois de janvier 2015, le taux de chômage de la France est en décrue de 0,2 point ce qui est nettement moins que la moyenne de la zone euro (1 point de baisse).

Selon les chiffres de l'INSEE, en moyenne sur 2015, le taux de chômage a atteint 10,3 %, soit un niveau stable par rapport à 2014 et 2013. Compte tenu de la faible croissance, +0,7 % par an en moyenne, la situation de l'emploi aurait dû se dégrader davantage. La plus faible progression de la population active explique cette moindre aggravation du chômage. En effet, la progression de la population active est passée de 0,7 % entre 2003 et 2013 à 0,2 % depuis 2013. La stabilisation du chômage repose sur la hausse de l'emploi non salarié et celle constatée dans les secteurs non marchands, qui ont compensé le recul de l'emploi salarié marchand non agricole.

États-Unis, même pas peur

La baisse du cours du pétrole, l'arrêt des investissements dans le secteur des hydrocarbures, l'appréciation du dollar, le plein emploi, tout concourt, pour certains, à l'arrivée rapide d'une nouvelle récession. Or, pour le moment, les oiseaux de mauvais augure ont le bec dans l'eau. Selon John Williams, le président de l'antenne de San Francisco de la Réserve fédérale, « l'économie américaine résiste bien aux

vents de face venus de l'étranger et il n'y a pas de risque tangible de récession ». Il a souligné que « la demande intérieure compense largement la faiblesse à l'international ». Il a également mentionné que « le ralentissement de la croissance chinoise ne posait pas un risque énorme pour les perspectives économiques des États-Unis ». Il s'est prononcé pour le maintien d'une politique monétaire accommodante sur les prochaines années tout en partageant la stratégie de la Fed consistant à relever progressivement les taux.

Les résultats de l'emploi du mois de février corroborent ces appréciations. L'économie américaine a, en effet, créé 242 000 emplois nets le mois dernier quand les analystes s'attendaient à 190 000 nouvelles embauches. Le taux de chômage est resté stable à 4,9 % car il y a eu davantage de nouveaux entrants sur le marché du travail. Le taux de participation à l'emploi, qui mesure ceux qui ont un emploi ou en cherchent un activement et qui, depuis la récession de 2009 est à un plus bas historique, est remonté à 62,9 %, son plus fort niveau depuis mars 2014. 500 000 personnes sont ainsi revenues sur le marché de l'emploi. Pour décembre et janvier, le gouvernement a en outre révisé en hausse de 30 000 les chiffres des nouvelles embauches. En février, le secteur des services a largement embauché tandis que le secteur minier en raison des bas prix du pétrole et le secteur manufacturier ont continué de supprimer des emplois.

Grèce, victime d'une guerre euro-FMI

Le dossier grec n'occupe plus la une des journaux mais il n'en est pas pour autant régler. Les représentants de la zone euro et du Fonds monétaire international (FMI) en charge du dossier grec ont du mal à trouver un accord sur les réformes que le Gouvernement grec doit encore mettre en œuvre. Cette absence de consensus pourrait même entraîner un report du déblocage d'une tranche de prêts d'argent frais et de la négociation sur l'allègement de la dette du pays. Logiquement pour éviter un tel blocage, un accord doit intervenir avant la réunion de l'Eurogroupe du 7 mars.

Le FMI demande à ce que l'élaboration d'un troisième plan de sauvetage pour la Grèce soit l'occasion de demander de nouvelles réformes structurelles aux autorités grecques. Le différend porte également sur la nécessité pour le Gouvernement grec de dégager un excédent budgétaire primaire, soit un excédent budgétaire hors charges de la dette, de 3,5 % du produit intérieur brut en 2018 et de le maintenir à ce niveau. Les représentants du FMI sont plus pessimistes que ceux de l'Union concernant les prévisions de croissance. Le FMI considère que l'excédent primaire devrait être de l'ordre de 2 % en 2018 avec les réformes actuellement proposées par Athènes sur la base d'une hypothèse de croissance d'environ un point de pourcentage inférieure aux prévisions de la zone euro. Pour le FMI, Athènes devrait en conséquence avoir un programme de réformes plus ambitieux, notamment dans le domaine le plus politiquement sensible, celui des retraites.

Si le dossier traîne, c'est qu'il n'y a pas de réelle urgence d'ici le mois de juillet. En effet, aucun remboursement important n'est prévu d'ici là. Néanmoins, ce bras de fer entre les créanciers pourrait provoquer un retour des tensions autour du dossier grec et des dettes souveraines des pays périphériques.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Les perdants du ralentissement du commerce international en Europe

Depuis trois ans, le commerce international stagne. Combinée avec la baisse de la croissance de l'économie mondiale, cette situation pénalise les pays dépendants au commerce extérieur. Ainsi, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Irlande, la Slovaquie et la Slovénie sont, par nature, au sein de l'Union européenne les plus exposés. Même si le solde commercial n'a pas été encore affecté, les exportations allemandes montrent des signes de ralentissement tout comme celles des Pays-Bas. Les pays les moins touchés par le ralentissement de la croissance mondiale hors zone euro devraient être, la France, l'Espagne, l'Autriche, le Portugal et la Grèce. L'Italie, la Belgique et la Finlande sont dans une position intermédiaire. Les exportations de l'Allemagne, hors zone euro, représentent 23 % de son PIB contre. Ce ratio est de 43 % pour la Slovaquie de 35 % pour la Slovénie, de 32 % pour les Pays-Bas et de 30 % pour l'Irlande. Pour la France comme pour l'Espagne ou le Portugal, il s'élève à 12%.

Du fait de la mutation économique chinoise et plus globalement de l'ensemble des pays émergents, l'économie mondiale devient une économie de plus en plus axée « services ». Or, les échanges de services étant de beaucoup plus faible taille que les exportations de biens, la demande adressée aux pays traditionnellement exportateurs devrait se contracter.

Le printemps cubain

En 1990, des affiches à Prague annonçaient « les chars russes partent, les Stones arrivent ». À l'époque, Mick Jagger avait financé l'éclairage du château de Prague. 26 ans plus tard, les Stones débarquent à Cuba sous la forme d'un concert gratuit. Ce concert interviendra dans la foulée du voyage historique du Président américain Barack Obama prévu les 21 et 22 mars. Mars sera donc cubain mais au-delà de ces événements, quel est le potentiel d'une des principales îles des Caraïbes ?

Malgré l'embargo américain persistant depuis plus de 50 ans et le maintien de politiques économiques à dominante marxiste et autarcique, Cuba, peuplé de 11 millions d'habitants, est la première économie de la Caraïbe.

Du fait du passage de trois ouragans et d'une crise de la balance des paiements en 2008, la croissance économique cubaine a ralenti, passant de 2,7 % en 2013 à 1,4 % en 2014. Pour 2015, une reprise semble s'être manifestée surtout à partir du deuxième semestre. La croissance a dû se situer entre 3 et 4 %.

Depuis 2008, le Président Raul Castro a engagé des réformes visant à libéraliser légèrement le système économique socialiste centralisé et planifié cubain. La loi d'investissements étrangers, la création d'une zone de développement économique spéciale autour du port de Mariel, l'ouverture graduelle de certains secteurs d'activité au privé ou la création de marchés automobile et immobilier nationaux.

Si le rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis, l'assouplissement de l'embargo, devraient accroître l'intérêt des investisseurs étrangers pour ce pays, le poids et la lenteur de l'administration, la complexité du cadre macroéconomique, la forte centralisation des décisions et les difficiles conditions de financements constituent des entraves non-négligeables à l'installation des entreprises étrangères.

Le tourisme, un gisement de richesse pour Cuba

Le tourisme joue un rôle clef dans le développement des îles des Caraïbes qui bénéficient de conditions météorologiques et d'un environnement attractifs. Du fait de sa taille et de son positionnement géographique, Cuba dispose d'un potentiel sans pareil en la matière. Cuba se place déjà troisième au palmarès du tourisme caribéen derrière Cancún au Mexique et la République dominicaine. D'après l'Association des hôteliers et du tourisme de la Caraïbe, Cuba a reçu plus de 3 millions de visiteurs en 2014, soit 5,3 % de plus qu'en 2013. La plupart viennent du Canada, d'Europe et d'Amérique du Sud.

Après l'assouplissement en 2012 de l'interdiction faite aux ressortissants des États-Unis de voyager à Cuba, le nombre de touristes américains a commencé à s'accroître pour atteindre 98.000 personnes soit une hausse de 33 %. Durant un certain temps, Cuba sera l'endroit à la mode d'autant plus que l'île est encore incroyablement semblable à ce qu'elle était dans les années 50. De nombreux touristes auront l'impression de faire un voyage dans le temps.

Cuba risque néanmoins de buter sur des problèmes d'infrastructures d'autant plus que les investissements ont eu tendance à baisser ces dernières années. Cela devrait limiter les possibilités d'accueil des touristes. Pour certains, en l'état actuel, Cuba ne pourrait attirer que de 4 à 10 % de touristes en plus.

À terme, l'essor touristique de Cuba devrait légèrement rebattre les cartes au sein de la zone « Caraïbes » les îles Vierges américaines, Aruba, les Bahamas et Cancún devraient voir leurs activités touristiques légèrement déclinées.

La France fait partie des dix premiers partenaires commerciaux de Cuba. Les entreprises françaises interviennent essentiellement sur les secteurs de l'agroalimentaire, du tourisme, du nautisme, de la construction, de l'énergie, des biens d'équipements industriels et des transports....

Élections américaines 2016 : le Parti démocrate réussira-t-il la passe de 3 ?

Après le super Tuesday, les jeux semblent faits pour le Parti démocrate où la candidate institutionnelle construit sa victoire, Etat après Etat, sans pour autant générer un fort mouvement populaire. Elle est la candidate de raison d'un parti qui ne souhaite qu'une seule chose, réussir la passe de trois après les deux élections de Barack Obama. Jamais, le Parti Démocrate n'a, en effet, réussi, depuis Truman, à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, à remporter trois élections présidentielles de suite. En revanche, le Parti Républicain l'a fait avec Ronald Reagan et Georges Bush père.

Les propositions des Républicains

Les candidats républicains, en règle générale, demande une abrogation de l'Obamacare, un allègement de la fiscalité pour les entreprises et les ménages, et un changement de politique en matière d'immigration. Ils entendent imposer le retour à l'équilibre budgétaire. Compte tenu des réductions d'impôt proposées, les dépenses publiques devraient fortement diminuer. Par ailleurs, La plupart des candidats Républicains demandent une réduction de l'indépendance de la Fed (en imposant une règle de politique monétaire ou en multipliant les audits).

Les orientations de Trump

« Make America Great Again », tel est le slogan de Trump. Le candidat iconoclaste met au cœur de sa campagne les thèmes de la sécurité nationale, de l'immigration et du commerce international (renégociation des accords commerciaux avec la Chine, le Japon et le Mexique et renforcement des barrières douanières pour lutter contre les délocalisations).

En ce qui concerne la fiscalité, Trump propose de limiter à quatre le nombre de tranches du barème de l'impôt fédéral sur le revenu (0 %, 10 %, 20 % et 25 %), le taux maximal s'appliquant aux revenus supérieurs à 150 000 \$ pour les célibataires et à 300 000 \$ pour les couples.

Le barème actuel est le suivant

Montant du revenu	%
Supérieur à 0 dollars et égal ou inférieur à 18 150 dollars	10 %
Supérieur à 18 150 dollars et égal ou inférieur à 73 800 dollars	15 %
Supérieur à 73 800 dollars et égal ou inférieur à 148 850 dollars	25 %
Supérieur à 148 850 dollars et égal ou inférieur à 226 850 dollars	28 %
Supérieur à 226 850 dollars et égal ou inférieur à 405 100 dollars	33 %
Supérieur à 405 100 dollars et égal ou inférieur à 457 600 dollar	35%
Supérieur à 457 600 dollars	39,6

Il prévoit également de supprimer la surtaxe sur les dividendes et les plus-values. Il propose en parallèle de ramener l'impôt sur les sociétés à 15%.

Le barème actuel de l'impôt sur les sociétés

Le revenu imposable (\$)	Taux d'imposition ⁸
0 à 50 000	15 %
50 000 à 75 000	25 %
75 000 à 100 000	34 %
100 000 à 335 000	39 %
335 000 à 10 000 000	34 %
10 000 000 à 15 000 000	35 %
15 000 000 à 18 333 333	38 %
18 333 333 et plus	35 %

Les propositions fiscales de Donald Trump pourraient entraîner une baisse des recettes fiscales de 9 500 milliards de dollars sur dix ans (soit 4,0 % du PIB en supposant un impact nul sur la croissance).

Le plan de renvoi de 11 millions d'immigrants illégaux) et le durcissement des procédures d'immigration plus strictes pourraient affecter le potentiel de croissance en limitant la croissance de la population.

Ted Cruz préconise quant à lui l'instauration d'un taux d'imposition sur le revenu unique de 10 %, avec un relèvement à 10 000 dollars de la déduction fiscale forfaitaire par contribuable. Il prévoit également de ramener à 10 % la fiscalité des plus-values et des dividendes et de remplacer l'impôt sur les sociétés par une taxe sur les opérations commerciales de 16 % applicable à l'ensemble des revenus du capital et des salaires versés. Le coût total de ses propositions a été chiffré à 8 600 milliards de dollars sur la prochaine décennie (3,6 % du PIB sans tenir compte des effets sur la croissance).

Le sénateur de Floride Marco Rubio propose de limiter à trois le nombre de tranches du barème de l'impôt fédéral sur le revenu (15 %, 25 % et 35 %). Le taux maximal retenu est le plus élevé des candidats républicains. Il s'appliquerait aux revenus supérieurs à 150 000 dollars pour les célibataires et à 300 000 dollars pour les couples. Le candidat prévoit également de supprimer l'imposition des gains en capital (plus-values et dividendes) générés par les nouveaux investissements. Au niveau des entreprises, ce candidat projette également de ramener l'impôt sur les sociétés à 25 % ainsi qu'une simplification du code des impôts. Le candidat propose également de revenir à un régime fiscal territorial, et d'abandonner le régime fiscal international. Le coût de ses propositions a été évalué à 6 800 milliards de dollars sur la prochaine décennie (2,6 % PIB sans tenir compte des effets sur la croissance).

Les propositions des Démocrates

Le programme démocrate met l'accent sur la lutte contre les inégalités, sur l'éducation financée sur fonds publics et sur la santé. Il préconise un durcissement de la fiscalité pour les ménages les plus aisés.

Bernie Sanders demande la mise en œuvre de mesures visant à lutter contre l'inégalité économique et la corruption du « système de financement des campagnes électorales ». Il souhaite un élargissement des prestations de la Sécurité sociale et notamment du système de retraite par répartition. Il veut rendre l'université publique gratuite et instituer un programme de santé universel à payeur unique. Il propose un programme de dépenses en infrastructures (1 000 milliards de dollars sur 10 ans), le lancement d'un plan de soutien à l'emploi des jeunes. L'estimation du coût de ces programmes est d'au moins de 17 000 milliards de dollars sur 10 ans !

Le programme « Hillary for America » est dans le prolongement de la ligne de conduite par les Démocrates sous l'administration Obama. Elle est favorable au maintien des tranches d'imposition pour les petits ménages avec une pression fiscale plus élevée sur les hauts revenus. Son plan fiscal comprend également une surtaxe de 4 % sur les revenus de plus de 5 millions de dollars et une hausse des impôts sur les gains en capital à moyen terme. La hausse des prélèvements permettrait de financer divers programmes de dépenses : accès à l'université publique, élargissement des prestations sociales (aide à la garde des enfants...). L'Obamacare resterait bien évidemment en vigueur avec l'instauration de nouvelles mesures pour lutter contre la hausse des coûts de soins de santé. Hillary Clinton prévoit également un plan de dépenses en infrastructures (de 250 milliards de dollars sur 10 ans).

LE COIN DES TENDANCES

La consommation reste un malin plaisir

Après cinq années de stagnation voire de diminution de la consommation, de 2008 à 2013, les Français retrouvent le chemin des magasins qu'ils soient réels ou virtuels.

Une étude du mois de février du CREDOC démontre que l'appétence des Français vis-à-vis de la consommation est en forte hausse. Ce retour de flamme s'explique par une réduction perçue de la contrainte budgétaire. Si en 2014, 66 % des Français se déclaraient soumis à une pression budgétaire forte, ils n'étaient plus que 60 % en 2015. La baisse des cours de l'énergie et la faible inflation expliquent cette relative amélioration qui se traduit également par la recherche d'un plus grand plaisir. Ainsi, entre la nécessité de trouver de l'argent et la volonté de profiter de la vie, la seconde option est un peu plus privilégiée par les Français (28 % contre 20 % en 2014). Cela signifie que la contrainte financière est un peu moins forte qu'auparavant où que les ménages s'y sont habitués. Avant crise, la priorité à l'argent était néanmoins nettement inférieure, 59 % contre 67 % actuellement.

La consommation est moins subie et plus source de plaisirs. Ainsi en 2015, 32 % des personnes sondées considèrent que la consommation est une nécessité contre 37 % en 2013. 53 % des Français déclarent faire des achats sur un coup de tête quand ce taux était de 36 % en 2014. Ce sont surtout les consommateurs seniors masculins qui renouent avec les achats d'impulsion. Sans surprise, ce sont les personnes ayant les plus forts revenus qui éprouvent le plus de plaisir dans la consommation et qui réalisent des achats impulsifs. Néanmoins, ce sont les jeunes qui restent les plus sujets à l'achat impulsif. À la question « vous arrive-t-il d'effectuer des achats sur un coup de tête ? », 71 % des 18-24 ans répondent oui contre 53 % de la population globale. Cette constante explique évidemment le ciblage des publicités sur cette catégorie de la population même si son pouvoir d'achat est faible.

La reprise de la consommation s'appuie sur quelques marchés : le téléphone, l'habillement, la mobilité (vélo, voitures...), l'électroménager et l'audiovisuel.

Le poste « habillement et chaussures » qui a diminué annuellement de 1,5 % en euros constants entre 2008 et 2013 progresse de 1,9 % en 2014 grâce à la hausse des dépenses en habillement (3,5 %). La progression s'est poursuivie sur 2015. De même, le marché du meuble a enregistré une hausse de 2,4 % en 2015 (après seulement 0,1 % en 2014). Les appareils électroménagers ont connu une progression de +3,8 %. La vente de vélos a augmenté de 7,5 %. En cas d'amélioration du pouvoir d'achat, les Français augmenteraient leurs dépenses de santé et d'habillement. En revanche, ils souhaiteraient réduire leurs dépenses en matière d'automobile.

L'innovation est toujours porteuse. Elle est toujours considérée comme une valeur positive. En matière d'automobile, les innovations sont perçues comme des gages de sécurité. Le critère de choix « innovation » a progressé fortement en 2015 parmi les consommateurs (importance de l'innovation dans l'achat 38 % des réponses « beaucoup » et « assez »). La recherche de l'innovation reste masculine (45 % de

réponses « beaucoup » et « assez » chez les hommes contre 33 % chez les femmes). C'est aussi l'apanage des Franciliens (45 %) et des plus aisés (53 % des individus gagnant plus de 5 500 euros par mois).

La volonté d'épargner reste forte. 76 % des Français veulent épargner mais ce taux est en recul (79 % en 2013).

Que vaut Wikipédia ?

Wikipédia est devenu un des sites de référence de la sphère Internet. Le site figure parmi les 10 premiers sites les plus visités au monde. Chaque mois, plus de 9 milliards de pages sont vues en langue anglaise. Décliné en 285 langues, Wikipédia s'est imposé comme l'encyclopédie du 21^{ème} siècle. La version française correspond à 560 volumes d'ancienne encyclopédie en version papier. En tout, Wikipédia, c'est plus de 16 700 volumes toutes langues confondues

Mais que vaut réellement Wikipédia, non pas sur le plan de la qualité des informations contenues mais sur le plan financier ?

Wikipédia a abouti à la fin des encyclopédies papier. Les éditeurs numériques comme Microsoft qui avaient développé des encyclopédies sur CD ont dû également renoncer. De ce fait, aujourd'hui Wikipédia est incontournable tant au niveau de l'enseignement qu'au niveau professionnel en passant par la sphère de la culture. Wikipédia raillé pour ses erreurs et ses partis pris en comporte moins que les vieilles encyclopédies qui avaient le défaut de ne pas pouvoir être révisées en temps réel et de souffrir d'une obsolescence rapide.

Wikipédia est-il destructeur ou créateur de richesses ?

La valeur financière de ce site ne peut pas se résumer à son budget de fonctionnement évalué à une soixantaine de millions d'euros. Ce budget est alimenté par des dons et des contributions volontaires de la part de généreux Internaute.

Wikipédia a eu raison des vieilles encyclopédies « papier ». Ainsi, l'encyclopédie Universalis a arrêté de commercialiser ses éditions « papier » en 2012. Cette entreprise a été placée en liquidation judiciaire en 2014 et en est sortie en 2015 au prix d'un nouveau plan de redressement. De même, l'Encyclopédie Britannica arrête, le 13 mars 2012, après 244 années d'existence, l'impression de ses encyclopédies en ligne et décide de se réorienter vers les manuels en lignes et ses programmes éducatifs pour les écoles.

Plusieurs centaines d'emploi et des centaines de millions d'euros de chiffre d'affaires (le chiffre d'affaires de Britannica en 1991 au sommet de sa gloire, 650 millions d'euros) se sont envolés au profit d'une plateforme collaborative gratuite. En contrepartie, l'accès à la connaissance a été démocratisé et a été facilité.

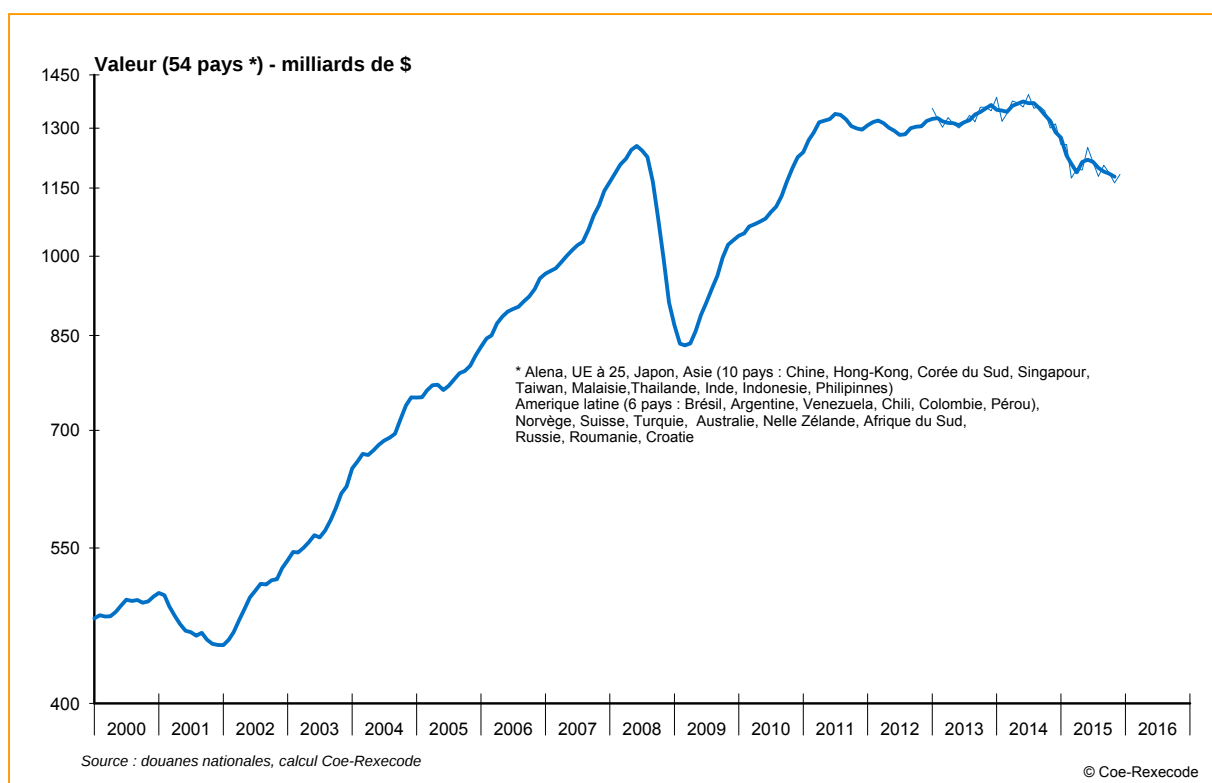
Pour évaluer Wikipédia, plusieurs solutions existent. La première consiste à valoriser les pages en fonction du nombre de clics. En évaluant la page vue en fonction de sa diffusion entre 1 et 20 dollars la valeur théorique de Wikipédia est : 200 milliards de dollars. Une autre solution consisterait à apprécier le coût réel de rédaction des pages. En retenant, un coût moyen de 300 dollars par article, la valeur totale de Wikipédia dépasserait 6 milliards de dollars.

La valeur intrinsèque de Wikipédia est de toute façon supérieure à la valeur des encyclopédies papier mais, en revanche, elle n'est pas directement mesurée dans les comptabilités nationales et donc dans la croissance...

LE COIN DU GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Les échanges des biens en mode dépressif

Les exportations, depuis deux ans, sont en net repli, la faute à la baisse des cours des matières premières et de l'énergie mais aussi au ralentissement des pays émergents. Au-delà de ces facteurs conjoncturels, l'évolution en cours de l'économie mondiale pourrait amener une moindre progression du commerce de marchandises. Avec la tertiarisation croissante de l'économie, la croissance est de moins en moins consommatrice en valeur relative de biens industriels. Si auparavant, le commerce de marchandises augmentait plus vite que la croissance du PIB, cela est l'inverse depuis 2012.



AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Lundi 7 mars

Au **Japon**, il faudra suivre la publication de l'**indice économique avancé** du mois de janvier ainsi que l'**indice « Coincident »**.

En **Allemagne**, seront publiées les **commandes d'usine** du mois de janvier.

À **Bruxelles**, une réunion de l'**Eurogroupe** est prévue avec la **Grèce** à l'ordre du jour. Par ailleurs, une **réunion des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne et de la Turquie** est organisée sur la crise migratoire.

Pour la **zone euro**, sera communiqué l'**indice « Sentix-confiance »** des investisseurs du mois de mars.

Aux **États-Unis**, il faudra regarder l'**indice des conditions du marché du travail** du mois de février.

Au **Japon**, seront publiés les **résultats affinés du PIB du 4^{ème} trimestre 2015** ainsi que les résultats de la **balance commerciale** du mois de janvier. Pour le PIB, le recul annualisé pourrait être de 1,5 % et non 1,4 % comme précédemment annoncé.

Mardi 8 mars

Au **Royaume-Uni**, sera connu l'**indice des ventes de détail** du mois de février.

En **Chine**, il faudra suivre les **résultats de la balance commerciale** du mois de février.

Au **Japon**, il faudra regarder l'**enquête « Economy Watchers »** du mois de février. Il faudra également suivre l'**indice de confiance des consommateurs** toujours pour le mois de février.

En **Allemagne**, sera communiquée la **production industrielle** du mois de janvier. Elle aurait augmenté de 0,5 %.

En **France**, sera publiée la **balance commerciale** du mois de janvier. Seront rendus publics les résultats de l'**exécution du budget** pour le mois de janvier.

Pour la **zone euro**, le résultat affiné de la **croissance du 4^{ème} trimestre 2015** sera rendu public.

L'**OCDE** publiera ses **indicateurs avancés** pour le mois de mars.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre l'**indice d'optimisme économique IBD/TIPP** du mois de mars.

Mercredi 9 mars

En **France**, seront communiqués **les résultats de l'emploi non agricole** du 4^{ème} trimestre. Sera également publiée **la production industrielle** du mois de décembre. La production industrielle devrait enregistrer un rebond avec un gain de 0,7 %. La Banque de France rendra public **ses indicateurs conjoncturels** du mois de mars.

Au **Royaume-Uni**, sera publiée **la production manufacturière** du mois de janvier.

Jeudi 10 mars

En **Chine**, sera communiqué **l'indice des prix à la consommation** du mois de février.

Au **Japon**, il faudra suivre **les commandes de machines-outils** du mois de février.

En **Allemagne**, sera communiqué **le résultat de la balance commerciale** du mois de janvier.

En **France**, seront publiés **les résultats définitifs de l'emploi salarié** du 4^{ème} trimestre 2015.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **la publication de l'indice NFIB sur l'optimisme des affaires** du mois de février.

Pour la **zone euro**, la **BCE** se réunit avec à l'ordre du jour **la politique monétaire**.

Vendredi 11 mars

En **Allemagne**, sera publié **l'indice des prix à la consommation**.

Au **Royaume-Uni**, seront rendues publiques **la balance des marchandises** du mois de janvier et la **balance commerciale hors Union européenne** toujours du mois de janvier.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **l'indice de confiance des consommateurs Reuters/Michigan** de mars.

Samedi 12 mars

En **Chine**, seront connus **les ventes de détail, la production industrielle et l'investissement urbain** du mois de janvier.

Dimanche 13 mars

En **Allemagne** seront suivies **les élections régionales dans les Länder du Bade-Wurtemberg, de Rhénanie-Palatinat et de Saxe-Anhalt**.

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit faire l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorello.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorello.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorello.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----
Prénom -----
Fonction: -----
Organisme: -----
Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----
Pays -----
Tél.: -----
E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC